

# PÉTITION

## STOP À LA CASSE DE L'EMPLOI INDUSTRIEL EN SEINE ET MARNE !



Un certain nombre d'industries seine-et-marnaises sont victimes de logiques de prédatons financières et de comportements d'actionnaires voyous. Nous voulons préserver nos industries notamment par un contrôle et des critères renforcés sur les aides publiques versées aux entreprises. L'urgence sociale et les désastres économiques annoncés sur nos territoires de vie imposent de prendre des mesures concrètes et immédiates pour pérenniser l'emploi industriel.

**Nous appelons les parlementaires seine-et-marnais** à mettre en œuvre des dispositions législatives visant à :

- **conditionner les aides financières** de l'État en faveur de l'emploi et des investissements locaux,
- **rétablir les droits des salariés** amputés par les lois « Macron » contre le code du travail,
- **créer des droits nouveaux** permettant aux salariés et aux collectivités locales de faire barrage aux opérations de casse de l'emploi,
- **faire prévaloir des solutions alternatives** en instaurant une loi sur le droit d'usage de l'outil industriel par les salariés voulant poursuivre l'activité.



**Nous appelons l'État et son représentant, madame la préfète, à agir avec détermination contre la destruction de filières industrielles** viables en Seine et Marne et de réunir l'ensemble des acteurs sociaux et économiques pour sortir de ces logiques de casse de l'emploi.

Les salariés de nos entreprises ont des compétences et des savoir-faire uniques en France, en Europe et dans le monde. (**Arjowiggins Security, Villeroy & Boch, Corning, Silec Cable, Nestlé Purina, TE connectivity...**)

L'exemple de l'entreprise Arjowiggins Security illustre ces logiques. Aujourd'hui ce sont 240 salariés livrés à eux-mêmes, méprisés mais ils restent dignes et mobilisés contre cette liquidation programmée avec la complicité de l'État. 250 millions d'euros ont été injectés par la Banque Publique d'Investissement (BPI) et vampirisés par des actionnaires au détriment de cette pépite industrielle, sans compter le financement par le département d'un pont d'accès inauguré en juin 2018. Nous demandons la réouverture de l'Entreprise "Arjowiggins Security", à Jouy-sur-Morin et une entrée du capital public dans "Arjowiggins Security" pour la relance d'une filière du papier sécurisé (produits fiduciaires, documents infalsifiables, papiers d'art..)

NOM Prénom	Adresse / Mail	Signature

Adressée à la Préfète et aux Parlementaires de Seine-et-Marne

